



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 03/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/10/2022

Contexte et constats

Publié sur



CENTRALE EOLIENNE D'ORTONCOURT (OVH)

11 avenue Marc Lefrancq
59121 Prouvy

Référence : S-22-1234RP

Code AIOT : 0006209463

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2022 dans l'établissement CENTRALE EOLIENNE D'ORTONCOURT (OVH) implanté sur les communes de REHAINCOURT (88330) et d'ORTONCOURT (88700). L'inspection a été annoncée le 21/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CENTRALE EOLIENNE D'ORTONCOURT (OVH)
- Lieu-Dit le Haut de Lorraine 88330 REHAINCOURT
- Code AIOT : 0006209463
- Régime : Autorisation

Le parc éolien est composé de 8 éoliennes d'une hauteur de 89 m en bout de pales, et de puissance unitaire 800 kW.

Le parc a été construit progressivement de 2013 à 2017.

Le jour de l'inspection, trois des éoliennes avaient leurs pales démontées (défaut de génératrice).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Revue générale des aérogénérateurs au vu des articles 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 21, 22 et section 8 de l'arrêté du 26/08/11 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Cette inspection se déroule dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de la Dreal Grand-Est.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Réalisation du suivi environnemental du parc éolien	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	/	Mise en demeure, respect de prescription	25 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Compétence du personnel	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	/	Sans objet
11	Garanties financières	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, section 8	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Accès limité à l'intérieur des aérogénérateurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	/	Sans objet
3	Consignes à l'extérieur des aérogénérateurs – Pictogrammes	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	/	Sans objet
5	Propreté et absence de matériaux combustibles	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	/	Sans objet
6	Tests de mise à l'arrêt et contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	/	Sans objet
7	Contrôle des équipements de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18	/	Sans objet
8	Manuel d'entretien – Opérations de maintenance et d'entretien	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	/	Sans objet
9	Élimination et recyclage des déchets	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 21	/	Sans objet
10	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le principal constat porte sur l'absence de suivi environnemental, qui aurait dû être normalement effectué lors de l'année qui a suivi la mise en service du parc en 2017 – 2018.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réalisation du suivi environnemental du parc éolien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs.</p> <p>Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p>
Constats : Le parc éolien d'Ortoncourt – 8 éoliennes - a été mis en service progressivement de 2013 à 2017. (La dernière éolienne a été mise en service le 16 janvier 2017). <p>Le suivi environnemental n'a jamais été fait sur ce parc.</p> <p>Au vu des éoliennes démontées ce 10/10/2022, l'inspection informe l'exploitant qu'il est nécessaire de réaliser le suivi dans des conditions représentatives de la situation du fonctionnement normal du parc éolien.</p> <p>L'exploitant indique que selon son échéancier, les éoliennes E1 et E7 seront remontées en mai 2023, E3 en juin 2023 et E2 en novembre 2023. Le parc éolien devrait être fonctionnel dans son intégralité en 2024.</p> <p>L'exploitant s'engage à informer l'inspection en automne 2023 des actions de remontage.</p> <p>Dans ces conditions, le suivi environnemental pourra être fait en 2024.</p>
Observations : <p>Le suivi environnemental doit être réalisé sur une année entière au cours de laquelle les 8 éoliennes seront en état de fonctionner simultanément. (Ce qui n'est pas le cas au 10/10/2022).</p> <p>Le suivi sera effectué selon le "Protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres – Révision 2018" (en PJ à ce rapport).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 25 mois

N° 2 : Accès limité à l'intérieur des aérogénérateurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : Les accès à l'intérieur de chacun des 8 aérogénérateurs sont verrouillés par une barre métallique et fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Consignes à l'extérieur des aérogénérateurs – Pictogrammes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles, soit au moyen de pictogrammes sur un panneau sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none">• les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;• l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;• la mise en garde face aux risques d'électrocution ;• la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
Constats : Les prescriptions exigées pour l'information sont bien affichées à l'aide de caractères visibles et de pictogrammes aux endroits adéquats du site. L'inspection remarque en revanche que les éoliennes ne sont pas numérotées (de 1 à 8) sur leur mât. Cela n'étant pas considéré comme une non-conformité, l'inspection engage néanmoins l'exploitant à mettre ces numéros sur les mâts pour une meilleure lisibilité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Compétence du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en oeuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours.</p> <p>La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.</p>
Constats : L'exploitant indique que les techniciens sont formés en interne lors des entraînements sur l'éolienne à Onnaing (59) et il y a des entraînements sur le site d'Ortoncourt - Rehaincourt avec le Groupe de Reconnaissance et d'Intervention en Milieu Périlleux (GRIMP) des Vosges. L'inspection demande à l'exploitant de lui envoyer par courriel, sous 15 jours, des preuves d'interventions des exercices d'entraînement qui ont eu cours de janvier 2021 à juin 2022.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : propreté et absence de matériaux combustibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Produits chimiques, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.</p>
Constats : Constaté par sondage sur 2 éoliennes : <p>L'intérieur des aérogénérateurs est maintenu propre (Pas d'encombrement avec des produits inflammables, en particulier).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Tests de mise à l'arrêt et contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.</p> <p>Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.</p>
Constats : L'exploitant a fourni le fichier numérique concernant le contrôle des arrêts des aérogénérateurs en 2022 (sauf pour E2 arrêtée en raison d'une panne majeure) : <p>Les arrêts manuels, arrêts d'urgence et la détection de survitesse ont été vérifiés au moins une fois en 2022 sur chacune des (7) éoliennes.</p> <p>Le Procès Verbal relatif à ces essais pour E1 a été consulté par l'Inspection. (Contrôle par sondage des PV).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Contrôle des équipements de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>[] Suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur.[]</p> <p>L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.</p>
Constats : L'exploitant a fourni le fichier numérique concernant le suivi de vérification des Systèmes Instrumentés de Sécurité (SIS) au cours de l'année 2021 - , concernant le serrage des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales. <p>Les dates renseignées sur ce fichier montrent que chaque éolienne (sauf E2 mise à l'arrêt pour panne majeure) fait l'objet d'une intervention d'une à trois journées par an, en 2021.</p> <p>Les rapports d'interventions correspondants ont été consultés par l'Inspection par sondage (Contrôle par sondage sur E1 et E3).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Manuel d'entretien – Opérations de maintenance et d'entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations d'entretien afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation. L'exploitant tient à jour pour chaque installation un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance ou d'entretien et leur nature, les défaillances constatées et les opérations correctives engagées.</p>
Constats : L'exploitant informe l'Inspection que toutes les opérations de maintenance et d'entretien sont enregistrées sur informatique. D'où la traçabilité des interventions effectuées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Élimination et recyclage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 21
Thème(s) : Produits chimiques, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les déchets non dangereux (par exemple bois, papier, verre, textile, plastique, caoutchouc) et non souillés par des produits toxiques ou polluants sont récupérés, valorisés ou éliminés dans des installations autorisées. Les seuls modes d'élimination autorisés pour les déchets d'emballage sont la valorisation par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux utilisables ou de l'énergie. Cette disposition n'est pas applicable aux détenteurs de déchets d'emballage qui en produisent un volume hebdomadaire inférieur à 1 100 litres et qui les remettent au service de collecte et de traitement des collectivités.
Constats : Vu les Bordereaux de Suivi des Déchets, l'exploitant fait éliminer ses déchets principaux : huiles et graisses usagées, respectivement dans deux entreprises de traitement de déchets (Cédilor, - filiale de Véolia et Scori Est à Amnéville). Le transporteur de ces déchets est la SARL Grandidier de Rehaincourt.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent :</p> <ul style="list-style-type: none">• les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;• les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt ;• les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;• les procédures d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours. <p>Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sable, incendie ou inondation.</p>
Constats : L'exploitant a fourni à l'inspection le fichier "Instructions de sécurité - Exploitation et maintenance" dans lequel sont détaillées : <ul style="list-style-type: none">• les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;• les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt ;• les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;• les procédures d'alerte & informations à transmettre aux services de secours ;• les consignes de sécurité à mettre en oeuvre permettant de maintenir les installations en sécurité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, section 8
Thème(s) : Autre, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Garanties financières :</p> <p>Parcs bénéficiant d'un AP après le 23/08/11 -> GF à constituer dès la mise en exploitation</p> <p>Réactualisation tous les 5 ans</p> <p>Attestation pour une caution bancaire ou assurantielle</p>
<p>Constats : L'exploitant assure à l'inspection que son entreprise a provisionné la somme de 50 000 € par éolienne.</p> <p>Mais les justificatifs de constitution de ces garanties financières ne semblent pas avoir été transmis au Préfet.</p> <p>Il est rappelé que selon l'article L. 515-46 du code de l'environnement :</p> <p>L'exploitant d'une installation produisant de l'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent ou, en cas de défaillance, la société mère est responsable de son démantèlement et de la remise en état du site, dès qu'il est mis fin à l'exploitation, quel que soit le motif de la cessation de l'activité. Dès le début de la production, puis au titre des exercices comptables suivants, l'exploitant ou la société propriétaire constitue les garanties financières nécessaires.</p> <p>Pour les installations produisant de l'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent, classées au titre de l'article L. 511-2, les manquements aux obligations de garanties financières donnent lieu à l'application de la procédure de consignation prévue au II de l'article L. 171-8, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées.</p> <p>Par conséquent, à défaut de la transmission à l'inspection sous 15 jours du justificatif de constitution des garanties financières, il sera proposé d'engager les suites administratives requises.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet